

## Opportunités sociales et économiques et développement du vivrier marchand à Bouaké (Côte d'Ivoire)

Alfred Babo

Université de Bouaké,  
Laboratoire d'économie et de sociologie  
rurales (Lesor),  
06 BP 26,  
Abidjan 06,  
Côte d'Ivoire  
<babo\_alfred@yahoo.fr>

### Résumé

L'économie rurale de la région de Bouaké a toujours été dominée par une agriculture vivrière tournée vers l'autoconsommation. Les revenus agricoles dans cette région étaient très faibles comparés à ceux tirés des cultures pérennes pratiquées par les paysans baoulé émigrés en zone forestière de l'ouest et du sud-ouest de la Côte d'Ivoire. Mais, depuis une décennie, le retour des anciens migrants dans leurs villages d'origine se combine avec plusieurs facteurs pour orienter l'agriculture baoulé vers une économie marchande. En effet, des opportunités économiques telles que le marché de gros de Bouaké, l'accroissement de la population de cette ville, la disponibilité de terres de bas-fonds longtemps délaissées, de même que la présence de projets de développement ont incité certains jeunes, anciens migrants, à développer de nouvelles activités productives : maraîchage, riziculture de bas-fonds, anacardier, arachide, etc. Celles-ci se sont avérées plus rémunératrices que les contrats de manœuvres agricoles en zone forestière. Ainsi, le ralentissement de la migration chez la frange la plus importante de la population active a contribué à dynamiser l'économie de ces villages en la faisant passer d'une économie de subsistance à une économie fondée sur des cultures destinées au marché.

**Mots clés :** Côte d'Ivoire ; économie agricole ; plante alimentaire ; culture maraîchère ; migration ; jeunesse.

**Thèmes :** économie et développement rural ; systèmes agraires.

### Abstract

#### **Social and economic opportunities and the development of market crops in Bouaké (Côte d'Ivoire)**

The rural economy of the Bouaké region has always been dominated by subsistence food production. Agricultural income in this region has been very low compared with that of Baoulé farmers who emigrated at least seasonally to forest areas in the west and southwest of Côte d'Ivoire to work as laborers. For a decade, however, the return of these emigrants to their home village has combined with several factors to orient Baoulé agriculture towards a market economy. Economic opportunities such as the wholesale market in Bouaké, its increasing population, the availability of long-abandoned lowlands as well as development projects have induced some young people, who previously migrated to work as seasonal labor, to develop new economic alternatives: market farming, rice in the lowlands, cashew trees, peanuts, etc. These have turned out to be more remunerative than working as seasonal laborers in the forest areas. Thus, the slowing of migration in the largest portion of the working population has helped to dynamize the economy of these villages, which is moving from a subsistence economy to an agricultural market economy.

**Key words:** Cote d'ivoire; rural economics; food crops; vegetable growing; migration; youth.

**Subjects:** economy and rural development; farming systems.

**E**n Côte d'Ivoire, les politiques de promotion d'une agriculture de rente fondée sur le riz, les fruits et légumes, le coton et le café dans la région Centre (Bouaké, Béoumi, Sakassou, Marabadiassa) se sont soldées par un constat d'échec. La raison principale réside dans les contradictions existantes entre les politiques agricoles et économiques conduites ces trente dernières années qui ont encouragé ces productions tout en facilitant l'importation, à moindre coût, des denrées alimentaires de base correspondantes (riz, fruits et légumes) [1]. De plus, les années de sécheresse et les feux de brousse concomitants qui ont ravagé les plantations de caféiers et limité la production de riz dans les années 1980 ont été des causes d'échec de cette politique. Face à ces contraintes, les paysans du pays baoulé se sont tournés vers les cultures vivrières traditionnellement destinées à l'autoconsommation [2, 3] et dont les revenus par actif valaient pourtant à peine 10 % de ceux que les immigrés tiraient des cultures pérennes [4]. Si dans le passé les cultures vivrières présentaient, de façon générale, une incapacité à générer et à garantir des revenus substantiels et réguliers aux paysans [1], quels sont donc les facteurs sociaux et économiques qui favorisent aujourd'hui leur développement ? Quels sont les effets de la marchandisation de l'agriculture vivrière villageoise sur la société baoulé ? Notre objectif est de montrer que dans les zones rurales en périphérie de Bouaké l'émergence de l'économie marchande locale est due en grande partie à la croissance démographique [4], mais qu'elle est également liée à la mobilité sociale et géographique, ainsi qu'aux innovations agricoles promues ces dernières années dans les villages.

Suite à des travaux portant sur le fonctionnement et l'évolution des circuits de commercialisation des produits vivriers à Bouaké [5], un projet de recherche sur la gestion des ressources naturelles a été lancé en 2000 dans quatre villages (Kouakro, Mandéké, Sahounty et Allokrokro) marqués par la présence de jeunes initiateurs de microprojets innovants. Des entretiens qualitatifs ont été réalisés avec les chefs coutumiers et les responsables d'associations de jeunes et de groupements de producteurs. Ils ont été complétés par des enquêtes quantitatives auprès de 100 chefs d'exploitation [6]. Ces enquêtes, sans couvrir tout le pays baoulé, ont observé une diversité de

situations réparties selon un gradient de plus ou moins grande proximité de la ville de Bouaké. Ainsi, en dépit de leur représentativité géographique certainement limitée, nos résultats présentent le développement de phénomènes tels que la marchandisation croissante des cultures vivrières et l'évolution des rapports fonciers intergénérationnels liés à la mobilité des jeunes actifs.

## Les retours des jeunes migrants

Le recensement national de 1998 indique que la mobilité interne de la population est à peu près stable depuis les années 1980. En effet, la proportion de population nationale migrante est passée de 47,2 % en 1975 (Recensement général de la population (RGP), 1975) à 42,7 % en 1998 [7]. Dans les villages baoulé, cette stabilité s'explique par la réduction des départs et l'accroissement des retours. Alors que deux décennies plus tôt, près du tiers de la population baoulé avait émigré [8], aujourd'hui une faible proportion de la population active s'adonne encore à la migration saisonnière<sup>1</sup> (25 % à Sahounty, 4 % à Allokrokro et 3 % à Mandéké) en raison non seulement du développement du maraîchage, de l'igname, de l'anacardier, et de la relance de la culture du café, mais aussi de la proximité de la ville de Bouaké qui offre des opportunités de petits emplois (agents de sécurité, ouvriers à l'usine textile Gonfreville, etc.). Quant aux retours en pays baoulé, une enquête<sup>2</sup> réalisée en 1993 [9] affirmait déjà une inversion des flux migratoires de la ville vers les campagnes. Contrairement à la proportion de migrants qui s'est accrue de 1970 à 1980, passant de 38 % à 46 % [10], les retours, d'après Janin [11], ont connu une accélération à partir de 1994 avec 44 % des migrants baoulé qui retournent dans leur village d'origine. Ainsi, sur une période de dix ans, 63 % des chefs d'exploitation enquêtés dans les quatre villages d'études sont revenus

<sup>1</sup> Les migrants saisonniers communément appelés « six mois » correspondant à la durée de leur séjour, sont des jeunes actifs baoulé qui partent travailler comme manœuvres agricoles dans les plantations en zone forestière sur une base contractuelle.

<sup>2</sup> EIMU : enquête ivoirienne sur les migrations et l'urbanisation.

s'installer dans leur village. Par ailleurs, 37 % des jeunes n'ont jamais tenté l'aventure de la migration. Ils considèrent qu'« en restant au village à cultiver la tomate et l'igname, on gagne, au bout de trois mois, plus que ce qu'on gagnait en basse-côte<sup>3</sup> en six mois ». En effet, avec la chute des prix du cacao et du café au cours de la décennie 1990-2000, les revenus des migrants oscillent désormais entre 100 000 et 120 000 F CFA<sup>4</sup> pour six mois de travail. En revanche, depuis quelques années, une nouvelle culture telle que la tomate, pratiquée au village fournit un revenu total par actif pouvant fréquemment atteindre 500 000 F CFA pour une durée de travail de trois mois. Ainsi, l'on peut établir un rapport déterministe entre le reflux migratoire et le dynamisme économique de l'agriculture locale (tableau 1). De fait, on assiste au développement d'une agriculture vivrière marchande en pays baoulé telle qu'observée dans des études antérieures [4, 12].

## Développement d'une agriculture villageoise marchande

D'après Chaléard [12], le taux d'urbanisation de la Côte d'Ivoire, qui est passé de 3 % en 1940 à plus de 50 % en 1990 a transformé les cultures vivrières d'autoconsommation en cultures marchandes. Au Centre, dans le pays baoulé, la plupart des producteurs se sont intégrés à la sphère marchande par la vente systématique des surplus de production : igname, arachide, maïs, etc. [13]. Aujourd'hui, l'agriculture marchande repose sur des cultures destinées aux marchés locaux (en particulier la ville de Bouaké) et nationaux (Abidjan et certaines villes de basse-côte) De ce fait, elle joue un rôle croissant dans l'approvisionnement des marchés urbains nationaux et sous-régionaux depuis la dévaluation du franc CFA [14].

<sup>3</sup> Terme utilisé couramment en Côte d'Ivoire pour désigner les régions forestières humides du pays proches de l'océan Atlantique et proches aux cultures d'exportation (café, cacao, hévéa, ananas, etc.).

<sup>4</sup> 1 euro = 655, 96 F CFA.

**Tableau 1. Évolution de la migration dans les quatre villages d'études.**

Table 1. Evolution of migration in the four villages studied.

Village	Nombre de « six mois »	Actifs permanents (évaluation)	% « six mois » par rapport à la population active (permanents + « six mois »)	Évolution
Sahouny	110	322	25	Phénomène qui a progressé de 1980 à 1990. Se stabilise aujourd'hui sans régresser (comprend aussi extracteurs de bandji, contractuels)
Mandéké	12	296	4	De l'ordre de 30 « six mois » avant 1993, date de reprise des plantations de café
Kouakro	2	266	# 0	Avant 1995, au moins 30 garçons et 30 filles. En 1995, la Sodefor a implanté ses forêts de teck et fournit de l'emploi aux jeunes et en plus induit d'autres activités telle la fabrication du charbon
Allokokro	21	778	3	En forte baisse depuis une dizaine d'années du fait du développement du maraîchage, activité principale des jeunes hommes

Source : données d'enquêtes réalisées par Dugué et Babo, 2000.  
Bandji : vin de palme ; Sodefor : Société de développement des forêts.

## Développement du vivrier marchand

Après la dévaluation du franc CFA en 1994, les consommateurs urbains se sont tournés vers le riz local, l'igname, le manioc et la banane plantain dont les prix sont restés stables [15]. Ainsi, dans la zone étudiée, près de la moitié (48 %) de la production de l'igname *Cayenensis* dite « précoce » (*lokpa*, *kpassadjo* et *kponan*), très demandée par les consommateurs urbains, est directement destinée au marché. Avec un revenu cumulé de 1 373 400 F CFA pour l'ensemble des exploitants enquêtés, cette variété fournit 65 % des recettes générées par l'igname de façon générale et 14 % du revenu agricole après l'arachide, la tomate et le manioc (tableau 2). En réalité, l'ouverture du marché de gros de Bouaké en 1997 a constitué une opportunité pour la commercialisation de l'igname par les producteurs de la périphérie de Bouaké [16]. À côté de l'igname, 65 % des exploitants enquêtés produisent de l'arachide. Les revenus tirés de cette culture ont modifié le statut de ce produit qui est progressivement passé d'une culture d'autoconsommation de fin de rotation valorisant des sols pauvres à une culture destinée au marché. Et, avec un revenu moyen par exploitant de l'ordre de 56 053 F CFA, l'arachide se présente comme la première culture de rente. Là également, la présence du marché de gros et la demande urbaine ont suscité dans les villages un intérêt accru des

producteurs pour cette culture. Quant au manioc, des études avaient attesté de sa vitalité économique depuis la fin des années 1980 [4, 5]. Ainsi, le prix d'achat bord-champs du manioc a cru pour atteindre 30 000 F CFA/t en 1997 alors qu'il variait entre 15 000 F CFA/t et 24 000 F CFA/t en 1996 [6]. Aujourd'hui, avec un revenu moyen de 32 500 F CFA par exploitant, le manioc reste la culture choisie par presque tous les exploitants après l'igname. Mais la chute des revenus tirés du manioc due à la baisse continue de son prix de vente (jusqu'à 8 000 F CFA/t bord-champs en 2000) a,

en partie, favorisé le développement du maraîchage.

## Développement des cultures maraîchères

Les études réalisées par l'Orstom<sup>5</sup> [17] et plus tard par Chaléard [4] dans le pays baoulé décrivent dans les années 1970 et 1980 des systèmes de culture à base d'igname et d'arachide intégrant des légu-

<sup>5</sup> Actuel Institut de recherche pour le développement (IRD).

**Tableau 2. Part relative des différentes cultures dans la constitution du revenu agricole.**

Table 2. Contribution of the various crops to agricultural income.

Cultures	Revenus annuels* (F CFA)	Part (%)
Igname	2 122 200	14
Manioc	2 700 700	18
Arachide	3 643 450	25
Banane	1 373 380	9
Taro	237 100	2
Tomate	3 066 150	21
Autres productions maraîchères	1 209 625	8
Autres cultures annuelles (riz)	436 940	3
<b>Total</b>	<b>14 789 545</b>	<b>100</b>

Source : données d'enquêtes, 2000.

\* revenu cumulé des principales cultures pratiquées diversement sur les 100 exploitations enquêtées.  
1 euro = 655,96 F CFA.

mes traditionnels (piment, gombo, aubergine, tomate) utilisés uniquement comme condiments dans la cuisine. Mais, depuis le milieu de la décennie 1990, le secteur horticole a connu un développement rapide dont la production est destinée aux grandes agglomérations. En fait, d'après Akindès [18], la restauration extérieure dans les grandes villes consomme beaucoup de légumes frais. De plus, la consommation de produits maraîchers est d'abord le fait des populations urbaines. C'est le cas au Sénégal, où 45 % de la production maraîchère nationale alimente en priorité la région de Dakar [19]. Il en est de même de la région de Bouaké qui, avec un taux d'urbanisation de 78 %, représente un marché de 811 274 consommateurs en 1998 [7]. Ainsi, la demande alimentaire issue de cette croissance démographique urbaine a entraîné, à partir de 1996-1997 à Allokoko, des achats anticipés de tomate sur pieds. Le prix de ce produit, très demandé sur les marchés de Bouaké et d'Abidjan, a augmenté en 1998-1999, atteignant 800 F CFA/kg, voire 1 200 F CFA/kg en contre-saison (février-mars 1999) selon l'Office d'aide à la commercialisation des produits vivriers (OCPV) alors que d'après l'Institut des savanes/Département des cultures vivrières (Idessa/dcv) le prix variait de 350 F CFA à 365 F CFA à la même période l'année d'avant. En 2001, la tomate a généré un revenu moyen de 127 000 F CFA par maraîcher enquêté avec de forts écarts entre producteurs (de 117 000 à 520 000 F CFA par maraîcher). Les appuis financiers, matériels et techniques des organismes et projets de développement incitent les jeunes à produire toute l'année en recourant aux pesticides et à des variétés sélectionnées plus résistantes aux maladies. Ainsi, malgré le programme de relance caféière en 1996 dans les départements de Sakassou et Béoumi et l'expansion de la culture de l'anacardier dans tout le pays baoulé [20] en raison de son prix d'achat très attractif en début 2000 (175 à 400 F CFA/kg), les jeunes Baoulé s'orientent d'abord vers les cultures maraîchères. Le maraîchage, du fait des facilités de commercialisation, du faible niveau d'investissement de départ et parce qu'il génère rapidement (3 mois) un revenu [21], joue un rôle social et économique de sédentarisation et d'auto-promotion pour de nombreux jeunes, leur offrant une alternative locale à la migration.

## Une amélioration substantielle des revenus

On constate que les revenus tirés des cultures vivrières et maraîchères se sont accrus au bout de deux décennies. En effet, selon Chaléard [4], « les recettes vivrières atteignaient à peine 44 000 F CFA par exploitant en 1984-1985, pour l'ensemble du pays baoulé, et aucun exploitant ne touchait des sommes comparables à celles des planteurs du Sud (environ 500 000 F CFA par an) ». Mais actuellement, les revenus moyens par exploitant dans les villages baoulé visités, sont de l'ordre de 56 053 F CFA pour l'arachide, de 68 670 F CFA pour l'igname « précoce » et de 127 000 F CFA pour la tomate. Ces chiffres traduisent une augmentation du revenu agricole du paysan baoulé (tableau 2). Cette situation qui est nouvelle dans le pays baoulé était déjà observable dans le pays abbey du Centre-Sud où « les ventes des produits alimentaires restaient au-dessus de 500 000 F CFA à la fin des années 1980 » [12]. De fait, à Bouaké, les jeunes paysans manifestent un grand intérêt pour les cultures marchandes qui favorisent la transformation des règles dans la société baoulé.

## Effets de la marchandisation de l'agriculture vivrière villageoise dans la société baoulé

Avec le retour des jeunes dans leur village et la mise en valeur des terres par de nouvelles cultures marchandes, le système de gestion du foncier baoulé tend à se monétariser et à s'individualiser. En effet, de plus en plus, les bas-fonds exploités en maraîchage font l'objet de location à plus de 10 000 F CFA/cycle de culture pour des surfaces comprises entre 200 m<sup>2</sup> et 300 m<sup>2</sup>. Par ailleurs, les jeunes, en associant la culture de l'igname à celle de l'anacardier, tentent de s'appropriier les terres qui se transforment en plantations pérennes. En fait, la rentabilité éco-

nomique de la tomate, de l'arachide et de l'igname offre des marges de manœuvre aux jeunes pour la modification des mécanismes d'accès et d'appropriation des droits fonciers. Le système foncier baoulé subit ainsi les influences des systèmes monétarisés et individualisés de l'Ouest forestier d'où reviennent les jeunes migrants porteurs des innovations. De fait, on observe une rupture idéologique dans la gestion de la terre, les jeunes substituant la gestion patrimoniale des aînés par une logique d'exploitation capitaliste. En conséquence, chez cette catégorie d'acteurs, la terre tend à perdre sa dimension sacrée et communautaire pour gagner en valeur vénale. Progressivement, la gestion collective des droits fonciers apparaît plus illusoire et le rôle des aînés devient davantage symbolique et religieux. Ainsi, comme dans les sociétés krou du Sud-Ouest [22], koyaka du Centre-Nord [23] et sénoufo [24], un processus de régulation foncière se met en place dans le pays baoulé et se traduit par une modification des règles de gestion coutumière de la terre ajustée aux dynamiques sociales et agricoles en cours.

## Conclusion

Les études antérieures concluaient que l'essentiel des revenus agricoles des ruraux baoulé était tiré des cultures pérennes qui nécessitaient la migration des jeunes actifs en zone forestière et des flux monétaires en retour vers les villages d'origine. Mais, aujourd'hui, avec les difficultés que les nouveaux migrants baoulé ont à s'installer en zone forestière, en raison des conflits fonciers récurrents et de la baisse des revenus saisonniers, des dynamiques locales de changement sont à l'origine de la modification de la structure des revenus agricoles dans cette région. Le développement des cultures vivrières marchandes permet aux jeunes baoulé d'avoir rapidement des revenus conséquents et supérieurs à ceux qu'ils pourraient obtenir en migrant en zone forestière. Cette évolution est due en grande partie à la mise en valeur des bas-fonds par les cultures maraîchères, unité de paysage longtemps sous-exploitée. Dans certains pays africains, le maraîchage dans les bas-fonds des zones rurales et périurbaines est une composante spécifique de l'approvisionnement des villes, comme à Brazzaville où les légumes-fruits proviennent pour plus de

90 % de ce type de situation [25]. Il apporte ainsi des réponses à la progression de la demande en produits vivriers due à l'accroissement de la population tant rurale qu'urbaine et contribue à en assurer la sécurité alimentaire [26]. Des dynamiques équivalentes sont observées en périphérie de Dakar, Cotonou, et Bobo-Dioulasso où des maraîchers peuvent exploiter jusqu'à 1 hectare de bas-fond par unité de production [27]. Des changements techniques (pesticides, variétés, motopompe, etc.) permettent une production maraîchère presque toute l'année, ce qui répond bien aux attentes des marchés urbains. De fait, en périphérie de ces villes, comme à Bouaké, les dynamiques de l'agriculture maraîchère entraînent un intérêt accru pour les bas-fonds. Dans un tel contexte, la principale contrainte pour les producteurs dans ces villes est l'accès à la terre [25]. À Bouaké, elle se traduit par l'émergence d'un nouveau marché foncier spécifique aux bas-fonds partagés entre une exploitation agricole par les maraîchers et la vente des terres par les propriétaires fonciers pour des besoins de construction d'habitations lorsque la topographie le permet. Les jeunes maraîchers sont ainsi confrontés à une monétarisation de l'accès aux terres renforçant le besoin de s'organiser entre eux et de se coordonner avec leurs aînés. ■

## Références

- Affou SY. *La relève paysanne en Côte d'Ivoire : étude d'expériences vivrières*. Collection Économie et Développement. Paris : Karthala-Orstom, 1990.
- Etienne P. *Éléments du statut et critères de différenciation sociale chez les Baoulé (région de Bouaké, Côte d'Ivoire)*. Abidjan : Orstom éditions, 1971.
- Wurtz J. *Adiaprikoffikro – Douakankro : étude géographique d'un terroir baoulé de Côte d'Ivoire*. Atlas des structures agraires du Sud du Sahara. 5. Paris : Maison des Sciences de l'Homme ; Mouton, 1971.
- Chaléard JL. *Temps de villes, temps des vivres : l'essor du vivrier marchand en Côte d'Ivoire*. Paris : Karthala, 1996.
- Babo A. *Les circuits de commercialisation et de transformation du manioc à Bouaké*. Mémoire de maîtrise, université de Bouaké, 1997.
- Babo A. *Dynamique sociale et mutations dans le système de gestion du foncier en pays baoulé*. Thèse de doctorat unique, Cirad/Lesor-université de Bouaké, 2003.
- Institut national de la statistique. *Premiers résultats définitifs du RGPH 98*. Abidjan : Bureau technique du recensement (BTR), 1998.
- Hauhouot A, Assa K, Atta K. *De la savane à la forêt : étude des migrations des populations du Centre-Bandama*. Abidjan : Université nationale de Côte d'Ivoire (UNCI), 1984.
- Beauchemin C. *Les migrations villes-campagnes en Côte d'Ivoire : une circulation inversée*. Dakar : Association pour l'anthropologie du développement (Apad), 2004.
- Amoakon A. *Quelques effets du développement rural sur la migration des Baoulé dans le Sud-Ouest ivoirien*. Thèse de troisième cycle, Centre international de formation et de recherche en population et développement, Louvain-La-neuve, 1993.
- Janin P. Crises ivoiriennes et redistribution spatiale de la mobilité : les Baoulé dans la tourmente. *Revue Tiers Monde* XLI 2000 ; 164 : 791-813.
- Chaléard JL. L'essor du vivrier marchand : un contre modèle aux marges du modèle ivoirien. In : *Le modèle ivoirien en questions : crises, ajustements, recompositions*. Paris : Karthala-Orstom, 1997.
- Janin P. L'insécurité alimentaire rurale en Côte d'Ivoire : une réalité cachée, aggravée par la société et le marché. *Cah Agric* 2001 ; 10 : 233-41.
- Akindès F. Dévaluation et alimentation à Abidjan. *Les cahiers de la recherche* 1991 ; 40 : 24-42.
- Babo A, Gbalé P, Kouamé A. *Les effets de la dévaluation du franc CFA sur les ménages à Bouaké*. Mémoire de licence, université de Bouaké, 1996.
- Babo A. *Les risques de réappropriation du marché de gros de Bouaké par les grossistes de l'igname, de la banane plantain et du manioc*. Mémoire de DEA, université de Bouaké, 1999.
- Ancey G, Chevassu J, Michotte J. *L'économie de l'espace rural de la région de Bouaké*. Abidjan : Orstom éditions, 1974.
- Akindès F. Restauration populaire et sécurité alimentaire à Abidjan. *Cah Sci Hum* 1991 ; 27 : 169-79.
- Wade I, David-Benz H, Egg J. Information et régulation des filières maraîchères au Sénégal. *Cah Agric* 2004 ; 13 : 148-57.
- Dugué P, Koné R, Koné G. Gestion des ressources naturelles et évolution des systèmes de production agricoles des savanes de Côte d'Ivoire. Conséquences pour l'élaboration des politiques agricoles. *Cah Agric* 2003 ; 12 : 267-73.
- Me R, Dugué P. *Les systèmes de production maraîchers dans la région de Bouaké : le cas du village périurbain d'Allokokro*. Bouaké ; Montpellier : Laboratoire d'économie et de sociologie rurales (Lesor)-université de Bouaké-URES/Korhogo ; Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad), 2001.
- Kouassi AM. *Pressions anthropiques et impacts socio-économiques et écologiques dans l'espace Buyo (Côte d'Ivoire)*. Thèse de doctorat unique, université d'Abobo-Adjamé, 2001.
- Dugué P, Poamé A, Kouakou D, Babo A. *Étude de la diversité des situations agricoles de la région de Bouaké : résultats d'un diagnostic pluridisciplinaire et orientations pour la poursuite des recherches*. Bouaké ; Montpellier : Laboratoire d'économie et de sociologie rurales (Lesor)-université de Bouaké ; Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad), 2000.
- Coulibaly S. *Le paysan senoufo*. Abidjan : NEA, 1978.
- Moustier P, Pagès J. Le périurbain en Afrique : une agriculture en marge ? *Le Courrier de l'environnement* 1997 ; 32 : 87-98.
- Centre de recherches pour le développement international (CRDI). *Agriculture urbaine en Afrique de l'Ouest : une contribution à la sécurité alimentaire et à l'assainissement des villes*. Ottawa : CRDI, 1999.
- Smith OB, Moustier P, Mougeot LJA, Fall A. *Développement durable de l'agriculture urbaine en Afrique francophone : enjeux, concepts et méthodes*. Ottawa : Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad)-Centre de recherches pour le développement international (CRDI), 2004.